

[Text]

Now, the estimates for the fiscal year 1986-87 are for \$950 million. So that would mean that if only another \$50 million were put in for the remainder of the grandfathering period, Husky/Bow Valley, according to their arithmetic, would still fit in within the terms, even on the Minister's analysis.

The other thing I want to say, Madam Minister, is that you say the industry has been supportive of Bill C-85. Well, I do not want to get the transcript out now, so to shorten the time I will just quote from *Oil Week* of February 17, where it says:

In separate testimony last week before a special House of Commons committee the Canadian Petroleum Association and the Independent Petroleum Association called for changes to Bill C-85, the draft Petroleum Incentives Program Act tabled in Parliament on November 28. The chief CPA concern, according to Chairman Bernard Isautier, who also is chairman of Canterra Energy Limited, is that companies involved in the offshore sector might suddenly find themselves without necessary funding. He said the committee should introduce amendments to ensure a smooth phase-out of grants; otherwise the federal Energy department would have virtually unlimited power to decide which wells would remain eligible for PIP grants to the end of next year. "A good grandfather provision should ensure that plans that were made before the elimination of the PIP grants would be continued," Isautier said. "You stop new commitments, but previous commitments can be honoured."

• 1745

The previous commitments are not being honoured now, Madam Minister. Thank you.

Miss Carney: I can respond only by saying that all our commitments are being honoured. They are based on industry information and they have been accommodated by the Government of Canada which I think, in view of the fiscal restraints we face, show the good faith the Government of Canada has in meeting those contract commitments that were identified after the Western Accord. If you are asking us if specific companies such as Husky want more money, which do not involve contract commitments and which we do not have. We are sorry, but the purse is empty. Thank you.

The Chairman: Thank you, Madam Minister, and I want to thank the officials too.

Shall the bill carry?

Mr. MacLellan: Could we have a recorded vote, please?

[Translation]

Husky parle de la période qui s'étend jusqu'en 1987, et estime que la subvention devrait être de 600 millions de dollars.

Pour l'exercice financier 1986-1987, le budget prévu est de 950 millions de dollars. Si l'on ajoutait seulement une cinquantaine de millions de dollars pour le restant de la période des droits acquis, la société Husky/Bow Valley pourrait, selon ses calculs, répondre aux conditions du nouveau régime, même du point de vue de la ministre.

Par ailleurs, madame la ministre, vous prétendez que le secteur privé appuie le projet de loi C-85. Je n'ai pas la transcription avec moi, mais, pour ne pas perdre de temps, je vais simplement citer un extrait du magazine *Oil Week* du 17 février:

Convoquées séparément, la semaine dernière, devant un comité spécial de la Chambre des communes, l'Association canadienne du pétrole et l'*Independent Petroleum Association of Canada* ont recommandé d'apporter certaines modifications au projet de loi C-85, Loi modifiant la Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier et déposée devant le Parlement le 28 novembre dernier. Selon son président, Bernard Isautier, qui est également président de la société *Canterra Energy Limited*, l'ACP redoute plus particulièrement que les entreprises poursuivant des activités au large des côtes se retrouvent du jour au lendemain avec des ressources financières insuffisantes. Il a recommandé au Comité de proposer des amendements destinés à assurer l'élimination des subventions de façon progressive et en douceur, faute de quoi le ministère fédéral de l'Énergie aurait pratiquement tout pouvoir pour déterminer quels puits resteraient admissibles aux subventions du PESP, d'ici la fin de l'année prochaine. Selon M. Isautier, «pour être valable, un article sur les droits acquis doit garantir que les plans déjà adoptés avant l'élimination des subventions du PESP pourront être réalisées. Vous voulez écarter les nouveaux engagements, mais vous devez respecter les engagements pris antérieurement».

Or, madame la ministre, vous ne respectez même pas ces engagements pris antérieurement. Merci.

Mme Carney: Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous respectons tous nos engagements. Nous nous sommes fondés, pour ce faire, sur les données qui nous ont été fournies par le secteur privé, et, compte tenu de la politique d'austérité que le gouvernement du Canada a adoptée, j'estime que nous avons fait preuve de bonne foi en respectant les engagements contractuels postérieurs à l'accord avec les provinces de l'Ouest. Si vous me demandez pourquoi nous ne voulons pas verser à des sociétés comme Husky des subventions plus importantes, qui ne correspondent pas à des engagements contractuels, je vous réponds que je suis désolée, mais qu'il n'y a plus d'argent dans la caisse. Merci.

Le président: Merci, madame la ministre. Je tiens également à remercier les fonctionnaires qui l'accompagnent.

Le projet de loi est-il adopté?

M. MacLellan: Je réclame un vote nominal.